

réinstallés dans les pays de premier accueil. Seul un petit nombre de Laotiens réfugiés en Thaïlande sembleraient pouvoir être provisoirement installés dans leur pays de premier accueil. Ainsi, le Haut-commissaire a dû chercher des endroits où réinstaller la plupart des 265 000 réfugiés confiés à ses soins et actuellement hébergés dans des camps situés en Malaisie, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, à Singapour et à Hong-Kong.

Il est toutefois évident que le règlement de la situation ne peut se confiner à la réinstallation des réfugiés. Le Haut-commissaire pour les réfugiés doit donc, avec l'aide de la communauté internationale, s'assurer que chaque réfugié reçoit le premier accueil dans le pays sur les rives duquel il débarque ou à la frontière duquel il se présente. Il ne faut pas que le réfugié soit forcé de retourner dans le pays qu'il vient de fuir. Il est essentiel qu'on lui fournisse les aliments, l'abri et les soins médicaux nécessaires à sa survie. Le HCR doit ensuite chercher à lui trouver un pays d'adoption où il pourra se réinstaller en permanence.

Comment la communauté internationale pourrait-elle s'attaquer politiquement aux problèmes créés par le Vietnam?

Il n'y a pas de réponse facile. Ce sont les pays les plus proches du Vietnam, à savoir les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est - Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Singapour et Philippines - qui marqueront probablement le plus les politiques de leur voisin. Les pays de l'ANASE attirent de plus en plus l'attention du Vietnam - bien que discrètement - sur les répercussions qu'ils subissent à la suite des politiques vietnamiennes. Ils lui demandent aussi de prendre les mesures visant à ce que les départs se fassent dans des conditions civilisées, sans chantage ni danger. Mais ils invitent aussi le Vietnam à instaurer des conditions qui n'inciteront plus les gens à fuir. Ils ont fait connaître leurs vues à Djakarta les 15 et 16 mai lors d'une réunion convoquée pour étudier une proposition de l'ANASE visant à regrouper les réfugiés sur une île où se ferait l'examen des cas. À cette occasion, le Canada et d'autres pays ont également fait état de leurs préoccupations. Le Canada a d'ailleurs fait valoir les mêmes arguments devant l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre dernier, incitant le gouvernement vietnamien à procéder aux ajustements sociaux nécessaires pour ménager une place à chacun de ses citoyens.